

Débat sur le Burundi au Conseil de sécurité des Nations Unies

PANA, 06 août 2014 Bujumbura, Burundi - Le Conseil de sécurité des Nations unies va consacrer, mercredi, une session sur la situation sociopolitique du Burundi dans le cadre de la mise en application de la Résolution 2137 (2014) qui recommande au Secrétaire général des Nations unies de le tenir informé, tous les 90 jours, de l'exécution du mandat du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB), a-t-on appris de source diplomatique à Bujumbura. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Burundi, le Gabonais Parfait Onang Onyanga, va présenter, à l'occasion, un rapport primaire sur la situation du pays à l'attaché au Conseil de sécurité indique un communiqué de presse du BNUB, parvenu mercredi, à la PANA.

Le rapport va porter, notamment sur l'état de la mise en œuvre de la Résolution 2137, les obstacles à sa mise en œuvre ainsi que la transition du BNUB vers une équipe pays des Nations unies d'ici à début 2015, selon la même source. Des consultations sur ce plan de transition sont en cours entre le BNUB, le système des Nations unies, le gouvernement burundais et les partenaires internationaux réunis au sein du «Groupe de direction de la transition» qui a été mis en place à cet effet, rapporte le communiqué. Depuis l'année 2003, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de cessez-le-feu dans la guerre civile, les Nations unies ont régulièrement diminué leur présence civile et militaire au Burundi et s'efforcent de garder une équipe encore plus restreinte dans le pays, sur demande insistante du gouvernement burundais qui considère que la paix est devenue une réalité dans le pays. Au début, les Nations unies avaient pour mission le maintien de la paix au Burundi, puis celle de consolidation de la paix et il est question que l'équipe pays en vue aide au développement socio-économique du pays. Les organisations de la Société civile locale et les partis politiques de l'opposition continuent cependant de plaider en faveur d'une présence massive de la communauté internationale, au moins jusqu'au terme des élections générales de 2015.